Projet de règlement grand-ducal

relatif à la protection des mineurs dans les services de médias audiovisuels.

Avis du Conseil d'État

(21 octobre 2014)

Par dépêche du 25 août 2014, le Premier ministre, ministre d'État, a saisi le Conseil d'État du projet de règlement grand-ducal sous objet qui a été élaboré par le ministre des Communications et des Médias.

Au texte du projet du règlement grand-ducal étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact ainsi qu'une copie de la lettre de mise en demeure de la Commission européenne du 20 novembre 2013 concernant une transposition non-conforme de l'article 12 de la directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services des médias audiovisuels.

L'avis de la Chambre de commerce a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 15 octobre 2014.

Considérations générales

Le projet de règlement sous examen a pour objectif de répondre aux critiques émises par la Commission européenne, reprochant aux autorités luxembourgeoises « [...] que la façon dont l'article 12 de la directive 2010/13/UE précitée a été transposé dans la loi sur les médias électroniques n'est pas assez précise en ce qui concerne les mesures à prendre par les opérateurs afin d'assurer que les mineurs ne puissent normalement entendre ou voir les programmes susceptibles de nuire gravement à leur épanouissement ».

La directive 2010/13/UE précitée a été transposée par la loi du 17 décembre 2010 portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques et notamment par les articles *27ter* et *28quater*. Ce sont ces deux articles qui fournissent la base légale au projet de règlement.

Le projet de règlement grand-ducal sous objet vise à :

- définir des catégories d'âge et de déterminer des signes acoustiques et symboles visuels correspondants ;
- interdire la diffusion de programmes nuisibles pour les mineurs pendant certaines heures de la journée ;
- obliger les fournisseurs de services de médias audiovisuels d'identifier les programmes en question et de mettre en place un système de contrôle parental.

Le Conseil d'État constate que cette classification s'inspire de celle qui a été mise en place en France par la recommandation n° 2005-5 du 7 juin 2005 du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux éditeurs de services de télévision concernant la signalétique jeunesse et la classification des programmes ainsi que par sa délibération n° 2011-64 du 20 décembre 2011 relative à la protection du jeune public, à la déontologie et à l'accessibilité des programmes sur les services de médias audiovisuels à la demande.

Une autre mesure comprise dans la recommandation précitée du 7 juin 2005, dont, selon le Conseil d'État, les auteurs auraient pu s'inspirer utilement, consiste à demander aux éditeurs de « [...] participer à la diffusion d'une campagne annuelle d'information et de sensibilisation du public sur le dispositif de protection de l'enfance et de l'adolescence selon des objectifs définis en accord avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel ». Or, tel semble bien nécessaire, car, selon l'étude « La protection des mineurs à l'heure de la convergence des médias audiovisuels et d'internet »¹ datant de mars 2012, les parents sont peu conscients des dangers auxquels leurs enfants sont exposés par l'intermédiaire des nouveaux médias.

Examen des articles

Préambule

Au premier visa, il convient d'écrire les qualificatifs « *ter* » et « *quater* » en caractères italiques.

Même si les directives ne peuvent servir de base légale, les textes réglementaires transposant une directive européenne dans l'ordre juridique interne ne trouvant en effet leur fondement légal que dans les normes de droit interne, il est toutefois d'usage de les mentionner au préambule, et ce à la suite des textes nationaux. Le deuxième visa se lira dès lors :

« Vu la directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels ; ».

Le deuxième visa (troisième selon le Conseil d'État) est à adapter en fonction des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment de la signature grand-ducale du règlement grand-ducal en projet. Par ailleurs, il y a lieu d'écrire « Chambre de commerce » et « Chambre des métiers ».

À l'endroit du ministre proposant, il convient d'écrire « Gouvernement en conseil ».

Article 1^{er}

D'un point de vue légistique, l'espace entre le numéro de l'article et le qualificatif « *ter* » est à omettre, le qualificatif est à écrire en caractères

¹ Conseil supérieur de l'audiovisuel, « La protection des mineurs à l'heure de la convergence des médias audiovisuels et d'internet » (2012) à <http://www.csa.fr/Etudes-et-publications/Les-autres-rapports/La-protection-des-mineurs-a-l-heure-de-la-convergence-des-medias-audiovisuels-et-d-internet-Document-de-reflexion>

italiques (« [...] à l'article 27^{ter} de la loi [...] »). Par ailleurs, les différentes catégories sont à numéroté.

Comme les notions de pictogrammes figurent aux articles 3 à 5, le Conseil d'État suggère d'ajouter un alinéa à l'article sous revue ayant trait aux pictogrammes et ceci pour faciliter la compréhension du texte. L'article 13 devient ainsi superflu et est à supprimer.

Le deuxième alinéa se lira comme suit :

« Des pictogrammes identifiant les différentes catégories sont reproduits en annexe au présent règlement ».

Articles 2 et 3

Sans observation.

Articles 4 et 5

À l'article 4, alinéa 2 du paragraphe 1^{er}, il y a lieu de redresser une faute d'orthographe en écrivant « [...] à l'aide de l'indication [...] ».

Le dernier paragraphe de l'article 4 est à renuméroter en paragraphe 4.

Aux articles 4 et 5, paragraphe 2, il convient d'écrire « [...] entre 6.00 heures et 20.00 heures ». En outre, aux mêmes articles, au paragraphe 3, alinéa 2, l'expression « pendant une minute minimum » est à remplacer par « [...] pendant au moins une minute [...] ».

Article 6

Au paragraphe 2, il convient de supprimer le chiffre 0 et d'écrire « [...] entre minuit et 5.00 heures du matin ».

Au paragraphe 3, les termes « bandes_-annonces » sont à lier par un trait d'union.

Article 7

L'espace entre le numéro de l'article et le qualificatif « *ter* » est à omettre. Le qualificatif est à écrire en caractères italiques (« [...] à l'article 27^{ter} de la loi [...] »).

Au lieu d'écrire « article 1 » il y a lieu d'écrire « article 1^{er} » ; cette observation vaut également pour l'article 9.

L'abréviation du fournisseur de services de médias audiovisuels luxembourgeois ne contribue pas à la lisibilité du texte et prête à confusion, étant donné que dans les articles 8 à 12 suivants il est question d'un côté du fournisseur de services de médias audiovisuels linéaires (article 8) et de l'autre côté du fournisseur de services de médias audiovisuels à la demande (articles 9 à 12). Partant, l'abréviation proposée est à supprimer.

Aussi, pour mettre en exergue le rôle du fournisseur de service de médias audiovisuels luxembourgeois, le Conseil d'État suggère-t-il de

formuler l'article sous revue, à l'instar de la rédaction de l'article 9, de la manière suivante :

« **Art. 7.** Le fournisseur de service de médias audiovisuels luxembourgeois doit procéder à la classification [...] selon les catégories visées à l'article 1^{er} ».

Articles 8 et 9

Ces articles prévoient une procédure de notification émanant du fournisseur et adressée au ministre, qui consulte et, après décision, informe l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA), instaurée par la loi du 27 août 2013 portant création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel», et modifiant 1. la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et 3. la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques. Le Conseil d'État se demande dans un souci de simplification administrative si toute la compétence en la matière ne pourrait pas être confiée à l'ALIA.

D'un point de vue légistique, et, étant donné que dans les textes normatifs le futur est en principe à éviter, il convient d'écrire au paragraphe 2 des articles 8 et 9 « notifie » au lieu de « notifiera » et « peut » au lieu de « pourra ».

Au paragraphe 2 de l'article 8, il peut être utile d'introduire une abréviation pour l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel. Ceci pourrait se faire en écrivant à la troisième phrase du paragraphe 2 : « [...] il consulte l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, ci-après désignée par « l'Autorité » [...] ». À titre subsidiaire, il convient d'écrire à chaque fois « Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel ».

Au paragraphe 2 des articles 8 et 9, il y a lieu d'écrire : « [...] le ministre ayant les Médias dans ses attributions ».

Articles 10 à 11

Sans observation.

Article 12

En ce qui concerne la notion composée de « bande~~s~~-annonces » à la première phrase, il convient de mettre les deux mots au pluriel.

Article 13

Si les auteurs suivent le Conseil d'État dans sa suggestion faite à l'endroit de l'examen de l'article 1^{er}, l'article sous revue est à supprimer.

Article 14 (13 selon le Conseil d'État)

Sans observation.

Annexe

Au-dessus des pictogrammes, il convient d'écrire : « Annexe ».

Ainsi délibéré en séance plénière, le 21 octobre 2014.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen